

REVENDEICATIONS PÉDAGOGIQUES DE L'ÉCOLE MODERNE FRANÇAISE

Célestin FREINET

Le métier des travailleurs, quels qu'ils soient, est aujourd'hui tellement lié au sort même de la société que toute revendication est inopérante si elle ne déborde pas le cadre des seules exigences de salaires, d'avancement ou de retraite.

Les mineurs, dans leur Congrès, étudient les questions de modernisation des installations de sécurité et de rendement ; l'organisation complexe d'une grande entreprise comme l'Electricité de France, ne saurait être exclue des préoccupations majeures des travailleurs de l'électricité.

Et les maires de France, groupés dans leur association nationale, se réunissent annuellement pour étudier quels aménagements administratifs et techniques seraient susceptibles d'améliorer le rendement de leur gestion.

Nous disons de même, pour ce qui regarde les éducateurs, que, s'il est de première urgence de défendre hardiment la situation matérielle des maîtres, ce serait une erreur mortelle que de négliger la place que le métier tient forcément dans notre comportement et dans notre vie.

Nous avons trop agi jusqu'à ce jour comme une entreprise qui, à pied d'œuvre, se préoccupe bien du salaire et du logement des ouvriers,

mais qui n'a pas prévu le détail des techniques et des outils par lesquels elle va aborder la réalisation de l'édifice envisagé. Pas de matériaux à pied d'œuvre, ou de mauvaise qualité, outils de travail rudimentaires et en quantité insuffisante, techniques retardataires ne correspondant ni aux formes actuelles de travail ni à la texture des matériaux.

Résultat : les ouvriers se fatiguent dix fois plus pour un résultat insuffisant. C'est l'échec qui rejaillit naturellement sur la situation matérielle des ouvriers eux-mêmes.

Nos conditions de travail, la valeur des matériaux qu'on met à notre disposition, la modernisation des locaux et des techniques sont forcément conditions du succès de notre école. Et ce succès conditionne à son tour notre situation administrative et sociale.

Si l'école remplissait mieux son éminente fonction, si elle avait une plus totale efficacité, elle aurait, dans les préoccupations des parents, et donc des élus et des pouvoirs publics, une plus grande place. Et notre situation en serait améliorée.

Ces conditions de travail et cette efficacité posent également d'une façon brutale la question si grave et si angoissante de la fatigue nerveuse des éducateurs et de leur santé. Si nous rendons le travail plus intéressant, nous réduisons la fatigue nerveuse ; si nous réduisons la part de la salive dans la fonction éducatrice, nous diminuons d'autant la fatigue exagérée de la gorge et des poumons.

Nous ne pensons pas que ce soient là considérations négligeables.

Nous avons donc des revendications pédagogiques à formuler et que nous demanderons aux syndicats et aux diverses associations pédagogiques de défendre auprès du Parlement et des pouvoirs publics, après les avoir popularisées parmi les parents eux-mêmes.

Nous laissons donc aux Syndicats le soin d'aborder les graves questions de traitement, de logement, d'avancement, de retraite dont nous n'avons nullement l'intention de minimiser l'importance, mais que nous complétons, nous, par les revendications touchant plus directement à notre travail pédagogique scolaire et post-scolaire.

L'Ecole Moderne Française présente aux Syndicats à tous les degrés, et non seulement aux Syndicats de l'Enseignement mais aussi aux Syndicats ouvriers de tous ordres, aux parents d'élèves, aux élus du peuple, aux administrations et aux pouvoirs publics, les revendications dont la satisfaction permettrait de faire de l'Ecole Française la grande entreprise rationnelle qui formerait en l'enfant l'homme, le citoyen et le travailleur de demain.

C. FREINET
l'Educateur - 15 février 1950